

## Introduction

« Nous n'étions pas des professionnels », a expliqué un des opposants à l'implantation d'une centrale nucléaire en Bretagne. De 1974 à 1981, de nombreuses personnes se sont mobilisées contre un projet de centrale nucléaire, sans posséder une expérience de l'engagement militant. Ce qui était désigné de façon métaphorique par le terme de « professionnels » renvoie à cet ensemble de savoirs pratiques et théoriques qu'un militant d'une organisation, parti politique ou syndicat par exemple, se doit d'acquérir afin d'être pertinent dans son engagement. Le problème de ces connaissances militantes se pose de façon aiguë dans les mouvements sociaux qui peuvent rassembler des agents sociaux sans expérience de l'action collective. Les lycéens qui manifestent dans la rue pour la première fois de leur vie adoptent souvent un pas beaucoup trop rapide. Les manifestants chevronnés savent qu'il est nécessaire dans ce type d'action d'adopter un pas relativement lent qui permet de faire durer l'occupation de l'espace public.

Cependant, tout mouvement social n'est pas dans un état de complète ignorance des savoirs militants. En interne, il peut bénéficier de l'expérience d'agents sociaux déjà engagés dans d'autres causes. En externe, un mouvement social peut aussi recevoir l'aide de syndicats, de partis politiques, ou d'autres mouvements sociaux. Mais la possibilité que des agents sociaux sans expérience de l'engagement militant puissent se retrouver dans un mouvement social pose un problème intéressant à examiner. En effet, cet engagement nécessite d'acquérir des savoirs indispensables à la défense de la cause : monter des dossiers, maîtriser l'usage de la parole en public, connaître les arcanes de l'administration, etc.

Les sociologues Michel Crozier et Erhard Friedberg ont souligné l'intérêt des processus d'innovation et d'apprentissage, en insistant sur la complexité de cette problématique sociologique<sup>1</sup>. En s'appuyant sur une sociologie de la connaissance, le politiste peut donc trouver une entrée intéressante à l'analyse des mouvements sociaux, en s'attachant à l'analyse des processus d'apprentissage grâce auxquels les agents sociaux peuvent constituer des mobilisations. Ce champ d'analyse permet d'ailleurs de connecter des

1. CROZIER M. et FRIEDBERG E., *L'Acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Le Seuil, Paris, 1977, p. 188 et p. 338-347.

approches théoriques qui sont souvent considérées comme incompatibles : approche par les déterminants structureaux (le social détermine l'individu), approche compréhensive (le vécu des individus est intéressant pour l'analyse), et approche stratégique (le social résulte du jeu des acteurs)<sup>2</sup>. Il ne s'agira pas ici d'actualiser l'illusion de la synthèse théorique en prétendant construire une théorie unifiée, mais plutôt de s'appuyer sur des approches diversifiées tout en s'attachant à la cohérence d'ensemble de l'explication. Dans une posture principalement constructiviste, c'est la notion d'apprentissage qui permettra de tenter de connecter ces trois approches théoriques.

Le point de départ d'une hypothèse est très souvent le repérage d'une analogie entre l'objet de l'analyse et un contexte différent. Dans le cas présent, c'est mon travail d'enseignant dans un Centre de formation d'apprentis, à Quimper (Finistère), qui m'a orienté vers la problématique choisie pour ce travail. En effet, dans ce type d'établissement qui assure une formation professionnelle, la pédagogie privilégie une démarche inductive. C'est-à-dire que les enseignants sollicitent l'expérience de la pratique professionnelle des élèves pour construire progressivement des savoirs. Il s'agit donc de partir d'une pratique, plutôt que de poser des règles à priori pour les appliquer ensuite comme cela peut se faire dans des pédagogies qui s'appuient plutôt sur des logiques déductives. Cette pratique de la pédagogie inductive m'a suggéré que ce qui s'opérait dans des mondes professionnels pouvaient également s'opérer dans une mobilisation sociale.

Le terme « apprendre » viendrait du latin populaire « *apprendere* », déformation de « *apprehendere* » qui signifie « saisir ». Apprendre, c'est donc saisir, se saisir d'un objet de connaissance. L'apprentissage n'est pas une activité abstraite, indépendante de toute contrainte et de tout enjeu social. C'est un investissement social que fait le sujet. Il est orienté vers une fin, en particulier parce que tout apprentissage a un coût. Pour autant, les logiques d'apprentissage ne sont pas toujours conscientes chez le sujet et ne font pas toujours l'objet d'un calcul purement rationnel (l'environnement peut conduire à faire un travail d'apprentissage qui paraît « naturel »).

La notion d'apprentissage présuppose donc qu'une expérience sociale peut modifier le sujet et que la mobilisation sociale, notamment parce qu'elle permet ce que John Dewey appelait le « *learning par doing* » (apprendre en faisant<sup>3</sup>). Selon ce philosophe américain, le « faire » est un mode d'exécution attentif et de création qui appelle de bout en bout la réflexion et des processus d'apprentissage. Selon lui, l'action joue un rôle déterminant dans les apprentissages que réalisent les individus. Utiliser la notion

2. Pour des développements plus précis, je renvoie à la thèse de science politique soutenue à Rennes le 10 décembre 2008, *L'Apprentissage de la mobilisation sociale. Le cas de « Plogoff » et du mouvement antinucléaire en Basse-Bretagne (1974-1986)*, Rennes-1/CRAPE – UMR 6051.

3. DEWEY J., *Expérience et éducation*, Armand Colin, Paris, 1968, p. 23.

d'apprentissage signifie aussi qu'il existe une certaine plasticité humaine. Cette plasticité se manifeste notamment par le fait que les agents sociaux sont capables de développer des connaissances et des pratiques nouvelles, et qu'ils ont la possibilité de penser et d'agir de façon plus autonome que ne le théorisent parfois certaines interprétations du social trop déterministes.

De cette façon, utiliser la notion de « socialisation » conduit à souligner que le social s'impose aux individus. Que ceux-ci ne sont pas entièrement libres car les normes de « notre » société s'imposent à eux. Par exemple, au cours du processus de socialisation primaire au sein de la famille et au sein du système scolaire, des schèmes d'action sont incorporés peu à peu. Utiliser la notion d'apprentissage permet de nuancer celle de socialisation, en montrant que si des apprentissages sont aussi contraints, d'autres sont choisis de façon relativement libre, en particulier quand les individus se mettent en position d'apprendre de nouvelles connaissances quand ils s'engagent dans un mouvement social.

Considérés comme un type particulier d'action collective, les « mouvements sociaux » peuvent être définis à partir de trois critères<sup>4</sup> : un mouvement social correspond d'abord à un agir-ensemble intentionnel et explicite, qui se déploie dans une logique de défense d'un intérêt ou d'une « cause ». De plus, cette action est rationnelle, ou plutôt « raisonnable » (dans la mesure où la rationalité des agents sociaux est un absolu théorique). Enfin, cette action collective se définit par l'identification d'un adversaire contre lequel le mouvement social va s'employer. Une mobilisation sociale crée une situation où l'intérêt à apprendre, c'est-à-dire dépenser du temps et des ressources matérielles, devient plus grand que l'intérêt à ne pas apprendre. Les acteurs vont devoir, par exemple, apprendre à définir précisément leur demande (monter des dossiers et construire des expertises), apprendre à agir de façon concertée (organiser une réunion publique ou une manifestation), apprendre à contrer leurs adversaires (acquérir des principes élémentaires de stratégie). Dans cette logique, Alain Touraine a été un des premiers sociologues français à s'intéresser au thème de l'utilisation sociale de la connaissance. Touraine a souligné l'importance de l'appropriation de la connaissance dans la construction des luttes sociales<sup>5</sup>. Il s'est dit marqué par deux échecs politiques, celui de Mai-68 et celui du Chili d'Allende, au cours desquels, selon lui, les acteurs ont fait preuve d'insuffisances dans leur connaissance de la société.

Dans une démarche d'analyse socio-politique, la notion d'apprentissage peut se définir comme un processus cognitif par lequel des agents sociaux acquièrent ou modifient une représentation politique de leur environnement. Cet apprentissage permet aux agents sociaux d'utiliser leur expérience passée, leur mémoire, pour assimiler l'organisation de cet environnement

4. NEVEU E., *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, Paris, 1996, p. 10-11.

5. TOURAINE A., *Lutte étudiante*, Le Seuil, Paris, 1978, p. 19-20.

et les conséquences de leurs propres actions, pour s'y accommoder. Les apprentissages opérés dans le cadre d'une mobilisation sociale contribuent à l'adaptation du politique, soit par la conservation, soit par l'innovation. De façon très générale, l'apprentissage de la mobilisation sociale peut donc être défini comme un processus par lequel les acteurs engagés dans la défense d'une cause tendent à intérioriser, consciemment ou inconsciemment, un ensemble de savoirs relatif aux discours et aux conduites qu'ils doivent adopter afin de promouvoir leur cause de façon pertinente, et afin de contrer leurs adversaires.

« Plogoff : commune du Finistère, arrondissement de Quimper, 2359 habitants. Projet d'une centrale nucléaire (imposé malgré la résistance des habitants) abandonné en mai 1981 », expliquait le Petit Robert dans les années 1980<sup>6</sup>. Le dictionnaire des noms propres a gardé en mémoire les « événements » de Plogoff liés à un projet de construction d'une centrale nucléaire sur cette commune située à la pointe extrême de la Bretagne. La mémoire académique a gardé en particulier le souvenir d'une importante résistance de la population. D'une certaine façon, la note du Petit Robert souligne le fait que la mobilisation de Plogoff a été une sorte de surprise sociale. L'événement conserve une sorte d'étrangeté parce qu'il associe le nom d'une petite commune bretonne à un énorme programme industriel et à la dimension historique du 10-Mai. Comment se fait-il que les habitants d'une petite commune du littoral breton aient pu imposer leur volonté à l'État? Déjà perçue à l'époque, la dimension originale de cette mobilisation nous a orientés vers elle au moment du choix d'un terrain d'enquête afin de tester l'hypothèse de l'apprentissage de la mobilisation sociale.

Cependant, le choix d'un sujet de thèse s'appuie également sur un arrière-plan de considérations normatives qui sont personnelles. De fait, collégien, puis lycéen à Brest, à la fin des années 1970, j'avais suivi l'évolution de la mobilisation. Je faisais partie des jeunes qui soutenaient les opposants à l'atome civil. Cette empathie du lycéen pour la mobilisation de Plogoff s'est retrouvée à l'âge adulte au moment du choix d'un sujet de thèse, manifestation sans doute d'une certaine continuité dans mes centres d'intérêt, en particulier pour celui des ressorts de la pratique démocratique.

Cependant, le choix de ce terrain a été déterminé par d'autres facteurs encore. Les contraintes professionnelles m'obligeaient par exemple à choisir un objet d'étude relativement proche géographiquement. Dans ce cadre contraignant, la mobilisation de Plogoff représentait un objet d'étude pertinent au regard de la profondeur de son retentissement en Basse-Bretagne et au-delà. S'étant déroulée sur plusieurs années, cette mobilisation de Plogoff présente aussi une série très large de faits à analyser, en même temps qu'elle a concerné un grand nombre d'acteurs en Bretagne. Elle pouvait donc

6. REY A. (dir.), *Le Petit Robert, dictionnaire universel des noms propres*, Le Robert, Paris, 1988, p. 1431.

permettre d'appuyer une enquête sur des sources relativement nombreuses et diversifiées.

En débutant cette enquête, il est apparu que le cadre socio-politique de la commune de Plogoff était insuffisant pour comprendre les logiques sociales et politiques à l'œuvre dans la controverse nucléaire en Bretagne. La mobilisation de Plogoff prend également son sens dans son intégration à une plus large mobilisation, d'ampleur régionale, qui concernait d'autres sites en Basse-Bretagne (Erdeven dans le Morbihan, Porsmoguer et Guimaëc dans le nord-Finistère). De manière assez étonnante, le cadre géographique mobilisé par EDF en 1974 pour bâtir sa carte des sites nucléaires (une centrale en Basse-Bretagne, et une autre en Haute-Bretagne, sur la Loire) reprenait à son compte, sans le savoir, un découpage géographique qui avait ses racines dans le temps long de la Bretagne historique. La ligne nord-sud qui part de Plouézec (autre commune choisie en 1986 pour recevoir une centrale nucléaire) pour aller à Erdeven (autre site nucléaire choisi en 1974) est quasiment la même ligne qui partage la Bretagne entre le parler breton (Basse-Bretagne) et le parler roman (Haute-Bretagne<sup>7</sup>).

Le cadre géographique de la Basse-Bretagne était aussi celui qui correspondait aux ressources matérielles mobilisées pour cette enquête. Il permettait l'analyse et la comparaison de différentes mobilisations antinucléaires. Il donnait enfin un cadre historique pertinent (de plus, en s'appuyant sur un cadre géographique relativement indépendant du cadre administratif du département). Tout cela sans négliger le fait que le mouvement antinucléaire des années 1970 avait aussi une dimension nationale et internationale. À partir de ce choix géographique, il était important de détailler, à l'intérieur de la Basse-Bretagne, des espaces de mobilisation plus précis, dans lesquels l'opposition à l'atome civil avait été significative. Dans cette logique, l'enquête a mobilisé la notion d'« aire de mobilisation » utilisée par le politiste américain David E. Apter dans une analyse du jeu conflictuel entre l'État et les mobilisations sociales<sup>8</sup>. À propos de la mobilisation de paysans japonais s'opposant à l'agrandissement de l'aéroport de Tokyo, Apter utilise cette notion d'aire de mobilisation pour souligner le fait qu'une mobilisation sociale peut se développer sur un territoire limité et dans un temps donné, donc dans un contexte relativement bien défini. L'aire de mobilisation est un territoire sur lequel des acteurs engagés dans une mobilisation vont mettre en œuvre leurs différents moyens de contestation sociale. L'aire de mobilisation tend à devenir au fil du temps une sorte de « *communauté disjonctive*<sup>9</sup> », c'est-à-dire qu'un nombre significatif d'agents sociaux arrivent à y constituer un bloc d'opposition. En mobilisant cette notion, il

7. Cf. FAVEREAU F., *Bretagne contemporaine. Culture, langue et identité*, Skol Vreizh, Morlaix, 2005, p. 21.

8. APTER D., *Pour l'État, contre l'État*, Economica, Paris, 1988, p. 197.

9. *Ibid.*, p. 197.

a été possible de relever que le mouvement antinucléaire bas-Breton a été principalement constitué par l'aire de mobilisation d'Erdeven (Morbihan), par celle de Porsmoguer (sur les communes de Ploumoguer et de Plouarzel, dans le Léon), par celle de Guimaëc (Trégor finistérien), et par l'aire de mobilisation de Plogoff (sud-Finistère). C'est dans ces zones géographiques très précises que la contestation antinucléaire s'est ancrée, même si dans les grandes villes de Bretagne la mobilisation a aussi été forte.

Le choix du cadre unique de la Basse-Bretagne a donc conduit à une analyse de type monographique, donc limitée et pas forcément représentative des logiques générales d'apprentissage dans les mouvements sociaux. Cependant, comme l'a souligné Patrick Champagne<sup>10</sup>, l'étude précise d'un cas peut être une stratégie de recherche plus valable et féconde que des enquêtes d'emblée trop globales ou trop ambitieuses sur le plan théorique. Dans cet ordre d'idée, l'analyse socio-historique du mouvement antinucléaire français et international reste à faire et cette enquête se voudrait une des premières pierres à l'édifice qui est à construire.

Cela dit, un bon nombre d'écueils propres à l'objet se sont présentés sur l'étrave des analyses. Tout d'abord, cette analyse socio-historique des mobilisations antinucléaires en Basse-Bretagne pourrait être considérée comme un peu précoce. Le recul donné par le temps n'est pas encore complètement suffisant, notamment un accès à toutes les archives n'est pas encore possible. De plus, les passions ne sont pas complètement refroidies autour de l'événement. Les personnes interviewées ont parfois tenus des propos qui avaient encore une dimension « stratégique », c'est-à-dire que ces mobilisations suscitent encore des réactions et des interprétations qui ne sont pas indifférentes pour les personnes qui les ont vécues.

Pour faire face à ces difficultés, le parti pris du réalisme posé par Bernard Lacroix à propos de l'analyse de Mai-68 a été sollicité<sup>11</sup>. Contre des postures qui développaient des interprétations hâtives et lointaines de Mai-68, Lacroix proposait de décrire les individus et les groupes qui ont été acteurs de la mobilisation, de retrouver ce qu'ils pensaient, quel sens ils donnaient à la mobilisation. Ils proposaient également de retrouver la chronologie précise des faits, leur dynamique et leurs enchaînements. Dans cette optique réaliste, la science sociale met aujourd'hui à la disposition du chercheur une panoplie d'instruments théoriques aptes à produire de l'intelligibilité et à réduire les biais suscités par le décalage temporel entre les faits et leur analyse. Cet ensemble d'outils (par exemple, la notion de cadre social d'interprétation, la notion d'associés-rivaux, celle encore de structure des opportunités politiques) permettra de s'engager dans un programme d'analyses relationnelles attentif aux déterminants sociaux en profondeur, à l'action et au vécu de ceux qui ont participé au mouvement

10. CHAMPAGNE P., *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Minuit, Paris, 1990, p. 37-38.

11. LACROIX B., « À contre-courant : le parti pris du réalisme », *Pouvoirs*, n° 39, 1986, p. 117-127.

social, et à la prise en compte de l'espace et du temps propres à la mobilisation. Concernant ce dernier point, le choix a été opéré, malgré les tensions qu'il pouvait générer, de faire tenir ensemble l'analyse socio-politique et la chronologie des faits.

La base principale de ce travail a d'abord été constituée par un dépouillement exhaustif de la presse régionale (en particulier, *Le Télégramme de l'Ouest* et *Ouest-France*) et d'une partie de la presse nationale. Un grand nombre d'autres sources (ouvrages, tracts, lettres, films, etc.) a aussi été dépouillé. Enfin, l'enquête s'appuie sur la réalisation d'une série d'entretiens avec d'anciens protagonistes de la polémique sur le nucléaire civil. Cette enquête a notamment été basée sur le postulat d'accorder une importance primordiale au vécu des participants. Réalisée environ vingt-cinq ans après les faits, cette enquête a permis de retrouver un grand nombre des acteurs de la controverse antinucléaire. Cinquante-six entretiens ont été menés, ce qui a permis d'interviewer soixante personnes (certaines personnes ont été interviewées deux fois, voire trois fois, et certains entretiens ont été réalisés en situation de groupe).

Les entretiens ont été menés après avoir dépouillé les nombreuses sources écrites. Ces sources écrites sur le mouvement antinucléaire en Basse-Bretagne sont d'une grande richesse. Cette abondance peut même être dangereuse car elle peut noyer le chercheur s'il ne fait pas un tri. Mais cette abondance des sources présentait tout de même l'avantage de varier les types d'archives : presse, documentation officielle de l'État disponible aux Archives départementales du Finistère, documentations personnelles des militants, ouvrages militants, etc. Les sources de la presse ont été précieuses car elles ont permis de reconstituer la chronologie précise des faits, depuis l'émergence du mouvement antinucléaire en 1974 jusqu'à l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en 1981<sup>12</sup>.

Je voudrais terminer enfin cette introduction par des remerciements. Un travail de ce type n'est possible que par la mise en œuvre d'un certain type d'énergie collective. Tout d'abord, je veux remercier ici Erik Neveu qui a dirigé ce travail. Sa grande patience, ses nombreuses relectures, et son travail critique, ont permis à cette recherche d'aboutir. Je remercie aussi chaleureusement toutes les personnes qui ont accepté de répondre à mes questions. Sans elles, ce travail n'aurait pas été possible non plus. Je remercie également Ronan Le Coadic et l'équipe d'Ermine (Équipe de recherche sur les minorités nationales et les ethnicités) qui, au cours de la rédaction du texte, m'ont accueilli dans leur séminaire. La rencontre avec d'autres points

12. L'après-1981 a aussi été intégré dans l'analyse, avec notamment le retour de projets nucléaires en Bretagne en 1986. Les éléments d'analyse de cette période n'ont pas été repris ici, afin de limiter l'épaisseur du présent ouvrage. Ils appartiennent également à la problématique de l'héritage de « Plogoff » qui, quelque part aussi, est spécifique.

de vue m'a permis de mieux préciser les analyses. Je remercie aussi toutes les personnes qui, durant ces années de recherche, m'ont apporté leur aide, leur soutien, leurs conseils, ou leurs remarques. D'une façon ou d'une autre, elles ont également contribué à cette recherche.